



HAL
open science

Révolutions, contestations, indignations

Pénélope Larzillière, Boris Pétric, Michel Wieviorka

► **To cite this version:**

Pénélope Larzillière, Boris Pétric, Michel Wieviorka. Révolutions, contestations, indignations. Socio - La nouvelle revue des sciences sociales, 2013, 2, pp.7-24. 10.4000/socio.347 . halshs-01848459

HAL Id: halshs-01848459

<https://shs.hal.science/halshs-01848459>

Submitted on 16 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Socio**Socio**

La nouvelle revue des sciences sociales

2 | 2013**Révolutions, contestations, indignations**

Révolutions, contestations, indignations

*Revolutions, Challenges, Indignations***Pénélope Larzillière, Boris Petric et Michel Wieviorka**

**Édition électronique**URL : <http://journals.openedition.org/socio/347>

DOI : 10.4000/socio.347

ISSN : 2425-2158

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Édition imprimée

Date de publication : 16 décembre 2013

Pagination : 7-24

ISBN : 978-2-7351-1624-9

ISSN : 2266-3134

Ce document vous est offert par École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

**Référence électronique**Pénélope Larzillière, Boris Petric et Michel Wieviorka, « Révolutions, contestations, indignations », *Socio* [En ligne], 2 | 2013, mis en ligne le 15 avril 2014, consulté le 24 juillet 2018. URL : <http://journals.openedition.org/socio/347> ; DOI : 10.4000/socio.347

© Éditions de la Maison des sciences de l'homme

Révolutions, contestations, indignations

Pénélope LARZILLIÈRE, Boris PETRIC et Michel WIEVIORKA

Révolutions de couleur dans l'espace postsoviétique tout au long des années 2000, révolutions arabes et mouvements d'indignés en Occident depuis la fin des mêmes années 2000, et, plus récemment, en juin 2013, contestations sociales et politiques inattendues au Brésil ou en Turquie: qui pourrait aujourd'hui, face à ces mouvements populaires, parler comme Francis Fukuyama (1992) de fin de l'histoire ?

Peut-être même faut-il, au contraire, situer historiquement ces mobilisations, et y voir autant d'expressions singulières de l'entrée dans la nouvelle ère qu'ont inaugurée l'effondrement du communisme, la fin de la guerre froide et, dans ce contexte de profond bouleversement international, l'intensification de la mondialisation qui s'est accentuée à partir des années 1980.

Ces transformations majeures, comme d'autres, liées notamment aux techniques nouvelles de l'information et de la communication, ont contribué à de profondes remises en cause politiques et géopolitiques et accéléré le changement social et culturel bien au-delà de l'espace postsocialiste. Partout, en Europe, en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, des acteurs

se réclament d'une légitimité nationale, demandent une nouvelle place pour le religieux, refusent l'injustice sociale ou dénoncent l'accroissement des inégalités. La remarque vaut pour les sociétés à régime autoritaire, mais aussi pour les démocraties occidentales qui se retrouvent orphelines des grandes références qu'apportaient le communisme et même, jusqu'à un certain point, la social-démocratie, qui ne peut plus guère s'adosser à un puissant mouvement ouvrier apportant sa base sociale à l'action politique.

Ces révolutions, ces contestations, ces protestations diffèrent à bien des égards des formes de lutte des périodes antérieures, elles mettent en œuvre leur propre « répertoire », selon l'expression popularisée par l'historien-sociologue Charles Tilly (1986), ce qui nous conforte dans l'idée d'une rupture historique majeure marquant l'entrée dans une nouvelle époque. Leur émergence, dans le contexte mondial d'une intensification de la circulation des marchandises, des personnes, des images et des idées, indique que la globalisation ne produit pas seulement des phénomènes planétaires : elle transfigure aussi les logiques politiques des espaces nationaux. La dimension géopolitique des mouvements contemporains est indéniable, elle repose sur d'intenses circulations, sur de nouveaux liens transnationaux, sur des imaginaires de contestation ayant une portée mondiale et, en même temps, les acteurs sont localisés et souvent même inscrivent nettement leur action dans le cadre d'un État-nation dont ils se revendiquent.

L'unité historique et sociologique des contestations contemporaines

Ces mouvements, qui s'inscrivent dans des histoires nationales singulières, s'interpellent les uns les autres ; parfois même, ce fut à l'évidence le cas avec les révolutions arabes, les premiers sont une source d'inspiration pour les suivants. Une typologie sommaire permet ainsi de distinguer trois grandes familles récentes de luttes qui présentent une forte unité de ce point de vue, ne serait-ce que du fait de leur appartenance à une même aire postcommuniste (Hann, 2002), arabe et/ou musulmane, occidentale. La rupture historique majeure qu'elles viennent signifier s'incarne dans de vastes ensembles qui ont chacun une histoire commune, des problèmes comparables, et au sein desquels la volonté d'exprimer un changement radical de paradigme politique se déploie dans un univers spécifique.

Mais, au-delà des différences importantes entre chacune de ces luttes, ou entre les trois grands espaces que nous venons de distinguer, ces divers mouvements s'inscrivent unanimement dans la contestation de la politique telle qu'elle s'exerce et du politique tel qu'il se conçoit. Les slogans « *Get Out* », « *Fuera* », « *Dosta* » expriment le rejet de régimes politiques en fin de course et inventent un autre imaginaire politique, que le régime contesté soit autoritaire ou dictatorial, ou qu'il soit démocratique.

Un autre rapport au politique

Dans l'espace postsoviétique, en Géorgie, en Ukraine, au Kirghizstan, par exemple, les révolutions ont trouvé leur unité dans le contexte bien précis de scrutins aux résultats entachés de fraudes (élections législatives ou présidentielles). Des mobilisations collectives aux contours inédits ont entraîné alors la chute brutale des Milošević, Chevardnadze, Koutchma ou Akaev. Tous ces présidents, issus de l'élite des systèmes socialistes assurant la transition depuis la fin de l'époque socialiste, ont dû abandonner le pouvoir sous la pression populaire.

Dans le monde arabe et musulman, dès 2009 en Iran, jusqu'à 2013 en Turquie, des mouvements ont appelé à la fin de l'autoritarisme. Notons qu'en Tunisie ou en Égypte en 2011 puis au Yémen en 2012, les révolutions aboutissent à des changements de régime.

Et, si les mouvements d'indignés en Espagne, en Israël, au Chili ou aux États-Unis sont apparus dans des pays démocratiques, ils n'en développent pas moins une vive critique, de l'État et du système politique, reprochant aux responsables leur soumission aux forces de l'argent, leur corruption éventuelle et, surtout, leur incapacité à assurer le traitement de demandes sociales exacerbées par la crise. Là aussi, des régimes politiques et des forces hégémoniques plus ou moins essoufflés ou donnant l'image de l'impuissance sont contestés et les acteurs en appellent à l'instauration d'une « *real and deep democracy* ».

Penser ces mouvements tous ensemble ne consiste pas à rechercher systématiquement les similitudes, mais à tenter de les comprendre dans la perspective historique d'un changement général du rapport au politique.

Ce changement ne passe pas par un processus unique qui pourrait conduire à l'universalisation d'une formule exclusive, autorisant à parler de

la « fin de l'histoire » et du triomphe généralisé d'un seul modèle politique et économique combinant, selon Fukuyama, la démocratie et l'économie de marché. La multiplicité des situations montre au contraire des réappropriations inattendues donnant des visages multiformes aux transformations politiques. Après le grand soir révolutionnaire, les évolutions politiques de ces pays prennent des tournures imprévues, autorisant des points de vue contrastés, notamment selon la périodicité que l'on adopte, à court, moyen ou long terme. Une fois le pouvoir conquis, les mêmes logiques qui étaient l'objet de la contestation peuvent par exemple se réinstaurer au grand dam des manifestants ayant foulé la rue pendant des semaines.

Le recours à l'histoire est ici précieux¹ : dans les révolutions, la rupture politique n'est qu'une des étapes d'une séquence longue et chaotique qu'il faut replacer dans une série d'événements plus large. Différents groupes de la société, ne se sentant pas représentés politiquement, parfois très différents les uns des autres, voire opposés, se réunissent pour réclamer la restitution du pouvoir au peuple dans la diversité de ses composantes. Un fait divers, une contestation électorale déclenchent un large mouvement. Cette contestation finit par créer un appel consensuel autour de la mise en cause d'un ordre politique illégitime aux yeux d'une large partie de l'opinion publique.

Le virtuel et le spatial

La métamorphose qui caractérise les moyens de communication actuels joue un rôle primordial dans la prise de conscience d'une opinion contestataire. Les diffusions d'images et d'idées avec Internet, les réseaux sociaux et les télévisions transnationales permettent l'élaboration d'un imaginaire social critique qui fissure le discours officiel de toute part. Ces nouveaux modes d'échanges construisent alors un espace public virtuel au-delà de la sphère nationale, permettant de contester et délégitimer l'ordre politique en place tout en ouvrant un nouvel horizon utopique. Ces événements sont l'expression de changements d'échelle provoquant une métamorphose du politique. La rapidité et l'intensité de la circulation des idées, des images et

1. On peut s'inspirer notamment des travaux de Skocpol (1985) mais aussi de Sewel (1985).

des personnes transfigurent les espaces publics et remodelent les imaginaires politiques nationaux. Ainsi, dans l'espace postsoviétique, l'ingénierie sociale (Guilhot, 2005) assurée par les « *democracy makers* » des fondations et ONG américaines et occidentales a joué un rôle clé dans la diffusion d'idées et la formation d'acteurs de la contestation civile à travers les centaines de programmes consacrés à la promotion de la démocratie et de la société civile.

Cette opinion publique contestataire se matérialise ensuite par l'occupation de lieux symboliques du pouvoir, comme les places centrales des grandes villes. Le courage collectif transcende la peur de la répression et affirme une légitimité populaire supérieure face à l'autorité politique. Marches, flash mobs, campements incarnent alors la puissance populaire face à un pouvoir jugé de plus en plus éloigné de la réalité. Des organisations de jeunes y émergent avec des militants dont le profil sociologique diffère des traditionnelles figures du syndicalisme étudiant. Elles refusent souvent l'existence d'un leader charismatique et tentent d'élaborer des modes inédits de représentation. Les acteurs stigmatisent d'ailleurs les leviers classiques (syndicats, partis) de la mobilisation sociale, critiquant la hiérarchie entre militants, la verticalité du pouvoir et l'accaparement de son exercice par une clique. Ces mouvements se distinguent aussi de mouvements historiques antérieurs ayant émergé par le contrôle d'un territoire marginal avant de conquérir le pouvoir central. Ancrés dans les villes, ils matérialisent à la fois l'accroissement des populations urbaines et la fin de modèles d'action fondés sur la lutte armée.

Nation et géopolitique, les adversaires et le refus de la violence

Paradoxalement, ces mouvements remettent en cause le pouvoir central mais en s'inscrivant nettement dans l'espace politique national. Ils peuvent même comporter de fortes références à l'idée de Nation, tout en se plaçant dans une perspective globale. Dans les révolutions de couleur et arabes, on note presque de manière contradictoire des violences faites aux minorités après le temps de la rupture (comme la question des coptes en Égypte), tandis que des membres de groupes minoritaires décident de quitter le pays de peur d'une poussée de nationalisme ethnique (comme le statut des russophones en Géorgie, en Ukraine ou encore celui des Ouzbeks et des Russes au Kirghizstan).

Le plus souvent, les acteurs ne s'intéressent guère à la géopolitique. Cette dimension est peu présente, il n'y a ni remise en cause des découpages coloniaux, ou impériaux, ni appel à l'émergence d'un espace politique supranational.

Révolutions de couleur, arabes et musulmanes ou mouvements des indignés trouvent leur unité dans l'affirmation du rejet d'un ordre politique sans pour autant être portés par une idéologie, un grand récit millénariste ou une utopie politique alternative claire et consensuelle. Les références à de grandes valeurs comme la démocratie, la justice, la dignité et la liberté sont centrales, aussi bien dans les pays aux régimes politiques autoritaires que dans des sociétés occidentales marquées par de longues expériences démocratiques, mais où les indignés parlent néanmoins de « déficit démocratique » (Canone, 2012).

Les acteurs en appellent surtout à une autre manière de fabriquer le et la politique. Les réflexions sur de nouveaux modes d'assemblées et de prise de décision sont au cœur des différents mouvements. En creux, c'est la bureaucratisation et l'étatisation de la société qu'ils critiquent de manière unanime. Ils réclament le respect de la diversité et des « petites entreprises et initiatives » de la vie sociale et économique, le respect aussi du local, et rejettent les grands projets politiques autoritaires et uniformisant.

Malgré la diversité des situations, ces mouvements viennent tous insister sur l'essoufflement d'un modèle politique. Pour les révolutions de couleur, c'est l'élite de la transition qui est visée, accusée d'avoir confisqué le pouvoir, d'avoir profité de la privatisation et d'avoir construit une société inégalitaire. Les révolutions arabes remettent en cause des régimes autoritaro-militaristes dont sont stigmatisés la corruption, l'attitude liberticide et la politique économique, facteur d'inégalité. Dans le cas des mouvements d'indignés, la cible est une classe politico-économique qui incarnerait un modèle capitaliste et consumériste en fin de course ou coupé de la société réelle. Face à la crise financière, *Occupy Wall Street* ou les *indignados* espagnols renvoient dos à dos les partis démocrate et républicain, la droite populaire et la gauche socialiste. Ils en appellent à un changement de paradigme politique et à d'autres formes de représentation.

Autre point commun : le rapport des acteurs à la violence ou plutôt à la non-violence. Pour eux, ce n'est pas la force qui doit imposer le changement,

mais l'ampleur de la mobilisation. Ces révolutions n'ont pas été violentes et certains activistes se réclament même explicitement de l'idéologie de la non-violence². L'instauration de régimes politiques faisant suite à une révolution (bolchevique, française, etc.) se traduit généralement par une mise à l'écart des précédents détenteurs du pouvoir (emprisonnement, exil forcé et parfois même exécutions). Il est difficile de voir dans ces différents mouvements contemporains un phénomène identique nous autorisant à parler ici de violence fondatrice (Girard, 1972). Les anciens présidents ont été poussés au départ, à l'exil ou placé en résidence surveillée, mais la plupart des anciennes élites se sont rapidement recyclées au pouvoir, assurant une forme de continuité de l'État. La circulation à la tête de l'exécutif a été souvent minime et le renouvellement des élites limité, ne provoquant pas un changement radical de l'ordre social et politique.

Enfin, une autre dimension commune est la place de l'émotion véhiculée par les médias à l'échelle planétaire. Ces événements ont connu une couverture médiatique considérable, mondiale, suscitant de vives sympathies.

La nouvelle fabrique du politique

Les trajectoires de ces mouvements sont variées, et rien n'autorise à formuler un jugement définitif sur un éventuel point d'arrivée. Certains ont fait tomber un régime autoritaire (Tunisie, Égypte), d'autres ont échoué et ont été sévèrement réprimés (Bahreïn, Azerbaïdjan), d'autres encore débouchent sur la violence et la guerre civile (Libye, Syrie). S'il faut reconnaître la diversité géographique, politique de ces mouvements, et celle des destins qu'ils connaissent, s'il ne faut pas réduire les types de régimes auxquels ils s'opposent à un modèle unique, il faut aussi prendre la mesure de ce qu'ils ont en commun : l'invention de formes d'action politique qui mettent en cause hiérarchies et appareils. Pour eux, il ne s'agit pas simplement ou

2. Une référence importante vient ici d'un intellectuel américain, Gene Sharp, qui dirige l'Albert Einstein Institute de Boston. Ce centre de formation à l'action non violente accueille régulièrement des activistes du monde entier souhaitant se préparer à l'action insurrectionnelle. Il propose également

des formations à travers des coopérations avec de grandes organisations non gouvernementales (ONG) et la fondation américaine NED et aurait contribué à former les leaders des mouvements étudiants comme Otpor! (Serbie), Pora! (Ukraine) ou Kmara (Géorgie) (Sharp, 2002).

seulement d'opposer la démocratie à l'autoritarisme, mais de réinventer la démocratie et, notamment, de tenter de faire de la politique sans leaders, en prônant un fonctionnement horizontal. De nouvelles manières de construire un consensus sont recherchées, qui ne se fondent pas sur une idéologie alternative claire.

Le réenchantement de la politique

La volonté de faire de la politique autrement produit un réenchantement politique (Lefort, 1986) non plus autour d'un grand récit promettant des lendemains qui chantent, mais autour de l'action elle-même, dans une geste dramatisée dont les symboles circulent mondialement. Cela vaut pour les militants qui y participent, mais aussi bien au-delà, car si les projets politiques portés par ces mouvements restent flous, ils dessinent en filigrane une vision d'émancipation qui encourage des identifications globalisées.

Des mouvements d'indignés aux révolutions arabes, les mots d'ordre très généraux, comme l'appel à la dignité ou à la justice, font écho à des revendications économiques et à la dénonciation de l'accaparement des richesses par une minorité. Le répertoire d'action combine occupations de places et usage intensif des médias sociaux. L'action se caractérise moins par la seule création d'un espace public virtuel, grâce à Internet, que par l'articulation inédite des médias sociaux comme espace alternatif et outil de mobilisation avec une réappropriation inédite de l'espace public et de la rue. Elle se déploie très concrètement, physiquement, sur les places Mohyla à Kiev, Tahrir au Caire ou encore sur la Puerta del Sol à Madrid (Nez, 2012) contre des ordres politiques souvent dépassés par l'ampleur et la rapidité de la mobilisation. Les acteurs construisent ainsi une nouvelle arène politique.

Mobilisations spontanées, et radicalement neuves, émanant d'une « société civile » ? Certainement pas, surtout si cette vision naturalise (Huntington, 1991) et dépolitise la société en question. Soudaine entrée dans l'action de la « jeunesse » ? Pas davantage, en tout cas s'il s'agit de promouvoir l'image d'une unité générationnelle des acteurs. Même quand la mobilisation est au moins en partie le fait de jeunes acteurs politiques (Maric et Krivokapic, 2005), ceux-ci relèvent de contextes divers et soutiennent des lignes politiques différentes : la jeunesse n'est qu'un mot pour reprendre la célèbre formule (Bourdieu, 1984 : 143) et le mot n'apporte pas une conceptualisation déterminante. Un grand nombre de ceux qui ont été

sur le devant de la scène lors des printemps arabes, dans les mouvements d'indignés ou, on l'a vu, dans les révolutions de couleur étaient déjà inscrits dans des réseaux associatifs, dans des engagements sociaux et culturels, au contact d'ONG cherchant à promouvoir la démocratie (Petric, 2012).

Se mêlent, ici, nouveaux modes d'organisation et apprentissages militants classiques. Ainsi, les printemps arabes se sont aussi appuyés sur les mobilisations syndicales antécédentes et ont été vite rejoints par les organisations militantes. Organisations syndicales et mouvements de grève ont eu un rôle essentiel, en Égypte et en Tunisie notamment (Bechir Ayari, 2011; Ben Néfissa, 2011). De même, les acteurs des luttes d'indignés ont pour beaucoup d'entre eux participé auparavant au mouvement altermondialiste ou à des actions humanitaires ou environnementalistes.

L'impact des médias sociaux ne doit pas être sous-estimé, il ne doit pas non plus être surévalué. Dans les printemps arabes, la circulation de l'information s'est aussi beaucoup faite en relation avec les diasporas. Et les médias sociaux n'ont pas empêché la répression de produire ses effets, par exemple au Bahreïn ou en Syrie. Les nouvelles technologies renforcent les possibilités de communication horizontale et de création d'une sphère publique alternative, mais ne modifient pas radicalement le rapport de force. De plus, leur usage ne préjuge pas des idées véhiculées : elles sont aussi bien utilisées par les différents courants islamistes, et les régimes autoritaires ont appris à s'en servir. En Syrie, les médias sociaux sont autant un champ de bataille, qu'un lieu de collecte d'informations pour les services de renseignements (Gonzalez-Quijano, 2012).

Où est vraiment la rupture ?

L'innovation n'est pas non plus dans les demandes autour de la démocratie et de la justice sociale. De telles exigences sont depuis longtemps portées par la gauche arabe puis par les islamistes (qui utilisent également le terme). Elles sont présentes dans les nouveaux mouvements sociaux du début des années 1970 qui, eux-mêmes, préfigurent les luttes altermondialistes, et dont on retrouve certaines orientations, notamment culturelles, dans les luttes d'indignés. Elles ne sont pas une nouveauté pour les acteurs des révolutions de couleur. Ce qui est neuf est bien davantage la façon dont les acteurs se définissent à l'intérieur d'une vision inclusive d'une nouvelle humanité (Khosrokhavar, 2012 : 9 et 149), sans essentialiser la figure de

l'adversaire, ou sans en faire un ennemi, contrairement, notamment, aux mobilisations islamistes.

Cette nouvelle fabrique du politique rencontre cependant des difficultés pour se pérenniser. Les indignés s'essouffent et sont déstabilisés lors des phases de négociation³. Les révolutions de couleur se sont débarrassées, on l'a vu, des présidents alors en place, mais les anciennes élites sont très vite revenues aux affaires, et l'État s'en est trouvé quasi inchangé. Les révolutions arabes ont vite donné l'image d'une tension entre une action visant à dépasser les discours idéologiques et, passé les premiers moments, la montée en puissance d'organisations islamistes proposant une idéologie ancrée et structurée. Les printemps arabes ont partiellement renouvelé les répertoires d'action, ils n'ont pas vraiment ou définitivement remis en cause l'hégémonie sociale des islamistes.

Ce dernier point mérite qu'on s'y arrête. Faut-il y voir le résultat d'une difficulté spécifique de l'opposition non islamique à apparaître comme une alternative légitime et authentique, et accepter les reproches qui l'accusent de s'appuyer sur des références issues de l'impérialisme occidental ? Toute l'histoire de la gauche arabe, tout particulièrement après l'échec des nationalismes panarabes, a été marquée par ce type de difficultés. Ne serait-ce pas plutôt le flou idéologique même des premières mobilisations qui, s'il a permis l'ampleur des manifestations, a empêché la mise en place d'un nouvel horizon d'attente ? Dans cette perspective, la capacité d'une force politique à proposer une vision politique structurée à moyen terme se serait alors révélée essentielle et les mouvements islamistes particulièrement bien positionnés à ce niveau.

En fait, ces questions valent pour l'ensemble des luttes que nous envisageons ici. Peuvent-elles durablement se passer de relais politiques, de partis agissant comme des opérateurs de leurs demandes et de leurs attentes ?

Les mouvements se voulant « postidéologiques » et peu structurés peuvent-ils résister à la tentation d'alimenter directement une action politique classique ? Et à quel prix ? La question du rapport au pouvoir est ici au cœur des difficultés. En effet, la prise du pouvoir politique n'est pas revendiquée

3. Geoffrey Pleyers et Marlies Glasius, dans ce numéro, p. 61.

dans ces mobilisations, qui rejettent les gouvernants, ce qu'illustre les « Dégage! », et autres slogans, et mettent en cause les régimes autoritaires ou la démocratie institutionnelle, mais excluent de prendre le pouvoir – cela n'a pas empêché les révolutions de couleur de demander la prise en compte des vrais résultats des élections.

Il est donc délicat de juger ces mouvements à l'aune de ce qu'ils ne recherchent pas, et donc de leur échec à prendre le pouvoir. Mais n'y a-t-il pas là un romantisme sympathique, et qui risque de s'avérer extrêmement coûteux, et lourd de désillusions? Les études de terrain montrent que des leaders existent chez les indignés comme ailleurs (Ferret, 2013), et leur existence même pose la question centrale de la prise du pouvoir politique. Un mouvement, une révolution peuvent-ils se dispenser d'une vision politique précise au point de dissocier mots d'ordre idéologiques et modes d'action⁴?

Des consensus temporaires

Considérons de manière plus spécifique ceux de ces mouvements qui adoptent une posture résolument postidéologique, qui veulent réinventer la démocratie et qui prennent un tour révolutionnaire. La création d'un large consensus a toujours été essentielle à la révolution. À la limite, et contrairement aux idées reçues, un conflit de classe ne favorise nullement la révolution, ne serait-ce qu'en empêchant la création d'une large coalition de soutien (Parsa, 2000⁵) – la révolution soviétique, tout en se réclamant du mouvement ouvrier, a ainsi très rapidement détruit le syndicalisme qui l'incarnait. Il en est de même pour des idéologies qui se présenteraient comme radicales et exclusives.

Tout au contraire, il faut à la révolution une idéologie assez globale pour que les intérêts particuliers des différents groupes y semblent dépassés⁶.

4. En 2006, Vincent Geisser, Karam Karam et Frédéric Vairel notaient déjà « le dépérissement progressif [dans le monde arabe] des modes de mobilisation hégémoniques fondés sur une forte congruence entre mots d'ordre idéologique (radicalité des revendications) et manières de protester (radicalité des formes de l'action) » (Geisser, *et al.*, 2006 : 212).

5. Voir également le compte-rendu qu'en fait Philippe Balsiger dans la *Revue française de sciences politique*, vol. 62, n° 5-6, octobre-novembre 2012, p. 920-923.

6. Matthias Middell, dans ce numéro, p. 99.

Si une partie des acteurs des printemps arabes revendiquaient le refus des idéologies, une narration diffuse s'est bien construite cependant, proposant un récit d'émancipation globale qui portait en lui la dimension utopique caractéristique du premier temps de la révolution. Cela a permis une large mobilisation, chacun pensant s'y retrouver, tout en sapant le pouvoir⁷. Ainsi, le premier temps des révolutions arabes a-t-il été moins caractérisé par la radicale nouveauté des acteurs que par la diversité sociale des mobilisés. Ce fut un temps utopique néanmoins, car les différents acteurs donnaient de fait des significations variées aux slogans généraux comme ceux, par exemple, qui faisaient référence à la justice sociale⁸. De même, des revendications économiques communes ne signifient pas une position politique convergente, elles peuvent tout aussi bien s'inscrire dans un arrière-plan anticapitaliste que dans celui du libéralisme économique (Larzillière, 2013). De plus, l'antilibéralisme peut recouvrir des orientations différentes, de la volonté d'un renforcement de l'État à celle de faire autrement, en dehors du marché.

Cette unanimité temporaire, spécifique du temps révolutionnaire, se dissout à l'approche du pouvoir, au moment où les positions doivent se spécifier. C'est pourquoi, à court terme, les promesses des révolutions sont toujours trahies – celles de couleur ou arabes comme les autres; mais la trahison de ces promesses ne veut pas dire qu'il ne s'est rien passé. Le temps révolutionnaire est aussi marqué par une radicale nouveauté, qui dépasse les attributs de la situation, tandis que des dynamiques nouvelles apparaissent⁹. Effectivement, temps de l'incertain¹⁰, les révolutions interrogent alors particulièrement les sciences sociales et leur capacité à penser le désordre plutôt que l'ordre établi (Bessin *et al.*, 2010; Bozarslan, 2011: 19¹¹).

Un défi pour les sciences sociales

Les sciences sociales se sont développées dans des sociétés et en des temps qui ne sont pas ceux des phénomènes qui nous occupent ici, et il faut s'interroger sur leur capacité à les aborder. L'examen de l'évolution

7. « Là où l'idéologie légitime l'autorité existante, l'utopie sape cette même autorité » (Ricoeur, 1997: 9).

8. Sarah Rennick, dans ce numéro, p. 81.

9. La révolution advient lorsque « le temps a

péri », pour reprendre la formule de Michelet au sujet de la Révolution française (cité in Bozarslan, 2011).

10. Sophie Wahnich, dans ce numéro, p. 119.

11. Bozarslan s'appuie ici sur Berger, 1994.

des analyses qu'elles ont pu proposer au sujet des printemps arabes est ici instructif.

À la surprise et à l'imprévu de ces mouvements a répondu dans un premier temps et, peut-être de manière paradoxale, un florilège d'explications causales et structurelles insistant sur l'image de régimes à bout de souffle ayant rompu les pactes économiques qui les soutenaient (Haddar et Moisseron, 2010/2011 ; Hibou, 2011). Mais l'idée d'un lien entre frustrations économiques ou relatives et passage à l'action protestataire est depuis longtemps contestée, et a rapidement été remise en cause ici (Dobry, 1992 : 52-56 ; Wieviorka, 1988 : 472), d'autant que certains des pays concernés avaient connu des réformes ou des mobilités sociales importantes.

Il y a bien eu dans ces printemps un dépassement de situation, et c'est ce qu'a souligné un second courant d'analyse qui assume l'incertitude de l'histoire et cherche à interpréter le processus révolutionnaire lui-même, tel qu'il se déploie, événement après événement (Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2012 ; Jeanpierre, 2011). Le suivi empirique de l'expérience des acteurs révolutionnaires rend compte de la façon dont le dépassement s'est effectué, au jour le jour, et comment se sont créées, au sein des campements sur les places notamment, des expériences collectives uniques qui ont grandement contribué à la création d'une autre narration et aux « ruptures d'allégeance » (Choukri, 2012 : 798).

Le vocabulaire des émotions politiques imprègne d'ailleurs les descriptions, des révolutions de couleur aux révolutions arabes, et est au cœur d'autres analyses. Émotions des acteurs pris dans des événements qui semblent soudain opérer des tournants inattendus et ouvrir un nouvel horizon, émotions des observateurs face à ces mouvements qui suscitent une forte empathie – une charge émotionnelle que résume la formule de Manuel Castells au sujet des révolutions arabes : « *Humiliation turned fear into outrage and then into hope of a better humanity* » (Castells, 2012). La circulation de ces émotions politiques et le jeu des identifications croisées montrent que ces mouvements ont des enjeux qui dépassent la sphère nationale, bien que la contestation se confronte essentiellement à l'État (une condition *sine qua non* d'émergence de révolution est d'ailleurs la concentration du conflit sur l'État).

Conclusion

Les résultats de ces luttes semblent incertains. Ici, les indignés mobilisent moins, mais là, ils construisent de nouvelles actions. Les révolutions de couleur n'ont pas abouti aux changements attendus et les gouvernements issus d'anciennes organisations politiques jouent souvent la carte nationaliste pour flatter l'esprit des révolutions sans rien changer aux règles du jeu de la vie politique. Les révolutions arabes n'ont pas véritablement opéré de renouvellement idéologique dans leurs sociétés. Après les printemps arabes, les « automnes islamistes » ont été évoqués et le terme de révoltes préféré à celui de révolutions.

À l'évidence, les processus historiques dans les pays concernés ne sont pas achevés, et rien ne permet de prévoir un aboutissement plutôt qu'un autre. Cependant, la question de l'inscription de ces luttes dans un nouveau paradigme est tranchée. Quels que soient les résultats, et les définitions normatives de ce que doivent ou devraient être la révolution, ou un mouvement social, il reste qu'une vague d'expériences importantes a soulevé dans le monde entier d'immenses espoirs, une vague novatrice qu'unifie le désir de changer réellement la politique, y compris quand elle est démocratique. Il faudra attendre longtemps avant de pouvoir affirmer que la volonté de faire de la politique autrement s'est concrétisée massivement et durablement, dépassant les limites structurelles que pose classiquement le rapport des acteurs sociaux, culturels ou politiques au pouvoir. Le sens en été donné, clairement, par ces mouvements et révolutions dans ce qu'ils avaient de meilleur, et c'est là aujourd'hui l'essentiel.

Références bibliographiques

BENNANI-CHRAÏBI, Mounia

et FILLIEULE, Olivier, 2012,
«Pour une sociologie des situations
révolutionnaires. Retour sur les
révoltes arabes», *Revue française
de sciences politique*, vol. 62, n° 5-6,
octobre-novembre, p. 767-796.

BECHIR AYARI, Michaël, 2011,
«Non, les révolutions tunisienne
et égyptienne ne sont pas des
"révolutions 2.0"», *Mouvements*, vol. 2,
n° 66, été, p. 56-61.

BEN NÉFISSA, Sarah, 2011,
«Révolution civile et politique en
Égypte. La démocratie et son double»,
Mouvements, n° 66, été, p. 48-55.

BERGER, Peter L., [1963] 1994,
*Invitation to Sociology. A Humanistic
Perspective*, New York, Londres,
Toronto, Anchor Books.

**BESSIN Marc, BIDARD Claire
et GROSSETTI Michel (dir.)**, 2010,
*Bifurcations: les sciences sociales face
aux ruptures et à l'événement*, Paris,
La Découverte.

BOURDIEU, Pierre, 1984,
Questions de sociologie, Paris,
Éditions de Minuit.

BOZARSLAN, Hamit, 2011,
«François Furet, le passé d'une
illusion et l'énigme révolutionnaire»,
in Hamit Bozarslan, Gilles Bataillon
et Christophe Jaffrelot, *Passions
révolutionnaires. Amérique latine,
Moyen-Orient, Inde*, Paris, Éditions de
l'École des hautes études en sciences
sociales, p. 17-51.

CANONE, Justine, 2012,

«Indignés: les nouvelles formes de
protestation», *Sciences Humaines*,
n° 235, mars, p. 41.

CASTELLS, Manuel, 2012,
*Networks of Outrage and Hope:
Social Movements in the Internet Age*,
Cambridge, Malden, Polity Press.

CHOUKRI, Hmed, 2012,
«Réseaux dormants, contingence et
structures. Genèses de la révolution
tunisienne», *Revue française de
sciences politique*, vol. 62, n° 5-6,
octobre-novembre, p. 797-820.

DOBRY, Michel, 1992,
*Sociologie des crises politiques.
La dynamique des mobilisations
multisectorielles*, Paris, Presses de
la Fondation nationale des sciences
politiques.

DUBY, Georges, 1973,
Le dimanche de Bouvines, Paris,
Gallimard.

FERRET, Jérôme, 2013,
«Des devenirs minoritaires. Retour sur
l'expérience politique des «indignés»
espagnols», *Mouvements*, vol. 3, n° 75,
p. 86-98.

FUKUYAMA, Francis, 1992,
The End of History and the Last Man,
New York, Free Press / Toronto,
Maxwell Macmillan Canada / New York,
Maxwell Macmillan International.

**GEISSER, Vincent, KARAM, Karam
et VAIREL, Frédéric**, 2006,
«Espaces du politique. Mobilisations
et protestations» in Élisabeth Picard
(dir.), *La politique dans le monde arabe*,
Paris, Armand Colin, p. 193-213.

- GIRARD, René**, 1972,
La violence et le sacré, Paris, Grasset.
- GONZALEZ-QUIJANO, Yves**, 2012,
Arabités numériques: le printemps du Web arabe, Arles, Actes Sud-Sindbad.
- GUILHOT, Nicolas**, 2005,
The Democracy Makers: Human Rights and International Order, New York, Columbia University Press.
- HADDAR, Mohamed et MOISSERON, Jean-Yves (dir.)**, 2010/2011,
«Dossier: le monde arabe dans la crise», *Maghreb Machrek*, n° 206, hiver.
- HANN C. M.**, 2002,
Postsocialism: Ideals, Ideologies and Practices in Eurasia, Londres, New York, Routledge.
- HIBOU, Béatrice**, 2011,
«Tunisie: économie politique et morale d'un mouvement social», *Politique africaine*, n° 121, mars, p. 5-22.
- HUNTINGTON, Samuel P.**, 1991,
The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century, Norman, University of Oklahoma Press.
- JEANPIERRE, Laurent**, 2011,
«Points d'inflexion des révolutions arabes», *Les Temps modernes*, n° 664, p. 507-532.
- KHOSROKHAVAR, Farhad**, 2012,
The New Arab Revolutions that Shook the World, Boulder, Londres, Paradigm Publishers.
- KNAZEV, A.**, 2006,
Gosudarstvennii perevarot 24 marta 2005 v Kirgizi [le coup d'État du 24 mars au Kirghizstan], Bichkek.
- KOSELLECK, REINHART**, 1990,
Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques, traduit de l'allemand par Jochen Hoock et Marie-Claire Hoock, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- LARZILLIÈRE, Pénélope**, 2013,
La Jordanie contestataire. Militants islamistes, nationalistes et communistes, Arles, Actes Sud-Sindbad.
- LEFORT, Claude**, 1986,
Essai sur le politique. XIX^e et XX^e siècles, Paris, Éditions du Seuil.
- MARIC, Aleksandar** (entretien avec **et KRIVOKAPIC, Milos** (entretien conduit par), 2005,
«Les faiseurs de révolutions», *Politique internationale*, n° 106.
- NEZ, Héloïse**, 2012,
«Déliberer au sein d'un mouvement social: ethnographie des assemblées des indignés à Madrid», *Participations*, vol. 3, n° 4, p. 79-102.
- PARSA, Misagh**, 2000,
States, Ideologies, and Social Revolution. A Comparative Analysis of Iran, Nicaragua and the Philippines, Cambridge, New York, Cambridge University Press.

PETRIC, Boris (dir.), 2012,
La Fabrique de la démocratie. ONG, fondations, think tanks et organisations internationales en action, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

RICOEUR, Paul, 1997,
L'idéologie et l'utopie, traduit de l'américain par Myriam Revault d'Allones et Joël Roman, Paris, Éditions du Seuil.

TILLY, Charles, 1986,
La France conteste, de 1600 à nos jours, traduit de l'américain par Éric Diacon, Paris, Fayard.

SEWEL, William H., 1985,
«Ideologies and Social Revolutions: Reflections on the French Case»,
The Journal of Modern History, mars, vol. 57, n° 1, p. 57-85.

SHARP, Gene, 2002,
From Dictatorship to Democracy: a Conceptual Framework for Liberation, Boston, Albert Einstein Institute.

SKOCPOL, Theda, 1985,
États et révolutions sociales. La Révolution en France, en Russie et en Chine, Paris, Fayard.

WIEVIORKA, Michel, 1988,
Sociétés et terrorisme, Paris, Fayard.